

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 20/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOVEES

Route du Glaserswoerth
PK 300
67000 Strasbourg

Références : 0673/MS/AG
Code AIOT : 0006700673

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement SOVEES, implanté route du Glaserswoerth PK 300 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

action nationale

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOVEES
- Route du Glaserswoerth PK 300 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700673
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La filière de traitement des boues de la station d'épuration de Strasbourg relève de la réglementation des installations classées. Les enjeux environnementaux majeurs de cette filière résident dans la bonne exploitation du four à lit fluidisé d'incinération des boues. L'arrêté préfectoral réglementant l'établissement a été mis à jour le 8 janvier 2020 et complété le 18 mai 2021, pour le traitement (déshydratation et incinération) des boues provenant de la société Alsace Lait à Hoerdt. L'activité d'incinération est également soumise aux dispositions des arrêtés ministériels :

- du 20 septembre 2002, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED
- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle, puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mercuré	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Sans objet
2	Maîtrise et surveillance des émissions de PCB DL	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Sans objet
3	mesures des dioxines et furannes (PCDD/PCDF), performances	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Sans objet
4	OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5 et 2.2.5	Sans objet
5	prévention de la dissémination des déchets de l'incinération	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 26	Sans objet
6	surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étalonnage QAL2 de l'appareil de mesure en continu du mercure n'est pas valide. Il est antérieur à l'obligation de réaliser cette mesure. En considérant la date du 03 décembre 2023 d'entrée en vigueur des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, le premier QAL2 valide doit être réalisé avant le 3 juin 2023

L'équipement d'injection de matériau de référence de l'appareil ne peut être utilisé pour la procédure QAL3.

L'inspection demande que les résultats de mesures des PCB-DL soit exprimés avec et sans pondération et que ces résultats soient commentés, avec ceux concernant les dioxines, en référence au tableau 7, point 1.5.2.4 de la décision d'exécution 2019/2010.

Elle invite l'exploitant à réaliser deux mesures de la teneur des fumées en PCB*"i"* (28, 52, 101 118, 138, 153, 180) en 2024, lors des campagnes semestrielles.

Au sortir du bâtiment de transfert et de stockage des résidus d'incinération, une atmosphère empoussiérée a été observée. L'exploitant n'a pas été en mesure d'en expliquer la cause. Des éléments sont attendus à ce propos.

L'inspection et l'exploitant ont convenu, en présence de la représentante de la collectivité, qu'une campagne d'analyse de la teneur des œufs des poules du site en dioxines et furannes, PCB (*"i"* et *"DL"*) et iode sera menée en 2024. Pour les polluants organiques, une attention particulière est à porter au profil par congénère (**cette remarque vaut aussi pour les analyses à la cheminée et sur lichens**).

L'inspection propose que soit incluse la recherche des métaux dont la surveillance en routine, sur lichens, montre une présence jugée significative, en 2022, par le laboratoire qui réalise la surveillance environnementale.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2
Thèmes : Risques chroniques, mercure
<p>Prescription contrôlée : annexe 2, point 2.2.2. : surveillance en continu du mercure</p> <p>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>(1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181 (NdR : NF EN 14181 : QAL2, QAL3 et AST, NF EN 15267-3 : QAL1 et QAL3)</p> <p>Egalement : Arrêté préfectoral complémentaire du 06 mars 2023, prescrivant l'assurance qualité des appareils de mesure en continu : "L'exploitant applique en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST)."</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Réalisation des mesures, conformité des valeurs.</u> Un analyseur en continu du mercure est en place depuis le mois de mai 2023. Cet appareil a été vu en place. Les résultats présentés de teneur en mercure des fumées sont conformes, inférieurs à 20 µg/m³.</p> <p><u>Assurance qualité de la mesure en continu.</u> Alors que précédemment, l'article 27 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 (incinération de déchets non dangereux) était formellement lacunaire dans ses prescriptions à ce sujet, l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 a consolidé l'exigence en la matière par renvoi à toutes les normes utiles en la matière. Avant cela, le préfet en avait prescrit les points clefs dans l'arrêté du 06 mars 2023.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection le certificat QAL1 de l'appareil en place.</p> <p>Il avait précédemment transmis un rapport QAL2 du 24 août 2023, correspondant à des essais réalisés les 11 et 12 mai 2023 par l'organisme CME Environnement, accrédité COFRAC. Ce rapport ne comporte que 9 mesurages parallèles, alors que la norme dispose : "Pour chaque étalonnage, un minimum de 15 mesurages parallèles valides doit être effectué lors du fonctionnement normal de l'installation industrielle."....sur une période d'au moins trois jours". "La nécessité de répartir au moins 15 mesurages valides sur trois jours est essentielle pour réduire le plus possible l'effet des influences réciproques des résultats de mesurages successifs ..."</p> <p>Cet étalonnage QAL2 n'est donc pas valide. Il n'en a pas été présenté d'autre.</p> <p>Les tests et l'étalonnage QAL2 sont, suivant les normes de référence, à réaliser dans les 6 mois suivant la mise en service d'un appareil. Au regard de la date à partir de laquelle l'obligation de mesure en continu du mercure est opposable, soit le 03 décembre 2023, l'inspection retient le 03 juin 2023 comme terme avant lequel un nouveau contrôle QAL2, conforme, devra avoir été réalisé.</p> <p>La réalisation immédiate de la vérification QAL3 est recommandée par les guides normatifs après l'installation d'un appareil, en amont du premier QAL2. La recommandation est aussi d'appliquer les matériaux de référence, pour la procédure QAL3, de manière hebdomadaire pendant les trois premiers mois, puis à une fréquence correspondant à celle de l'intervalle de maintenance mentionné par le certificat QAL1 de l'appareil (fréquence trimestrielle, donc, au vu du certificat QAL1 produit en visite).</p>

<p>L'exploitant a expliqué que le fabricant de l'appareil de mesure réalise une "télémaintenance" dont il a produit un rapport. Ce rapport rend compte d'une "injection de contrôle" le 12/02/2024 à 12 h. De telles injections seraient réalisées à fréquence hebdomadaire. L'exploitant en tire qu'il réaliserait bien la procédure QAL 3.</p> <p>Le rapport QAL 1 produit mentionne que l'appareil peut être équipé d'un générateur de gaz de calibration (l'inspection a observé une bouteille de solution de chlorure de mercure à 0,2 ppm dans l'appareil), mais que l'utilisation d'un tel dispositif n'est pas approuvée pour le contrôle QAL3 (p4/6 : « ... <i>This feature has not yet been QAL-3 approved for regular checks. Thus the use of the internal AKM does not conform to the certified version of the measuring system ...</i> »).</p> <p>L'exploitant ne peut donc, à ce stade, justifier suivre la procédure QAL3. Il est attendu qu'il rectifie sans tarder son mode opératoire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 2 : Maîtrise et surveillance des émissions de PCB DL

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2</p>
<p>Thèmes : Risques chroniques, PCB</p>
<p>Prescription contrôlée : annexe 2, point 2.2.2. : PCB de type dioxines</p> <p>Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8) Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9)</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré, durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme, que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieurs à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³. (9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pu présenter de résultats de mesure des PCB-DL. Il a indiqué que la première cartouche de prélèvement à long terme, sur laquelle ces composés seront recherchés, sera celle courant de la mi-janvier à la mi-février 2024. Il en découle que la période d'observation de deux ans courra à compter de la mi-janvier 2024.</p> <p>L'inspection demande que les résultats de mesures des PCB-DL soit exprimés avec et sans pondération et que ces résultats soient commentés, avec ceux concernant les dioxines, en référence au tableau 7, point 1.5.2.4 de la décision d'exécution 2019/2010. Elle invite l'exploitant à réaliser deux mesures de la teneur des fumées en PCB"i" (28, 52, 101 118, 138, 153, 180) en 2024, lors des campagnes semestrielles.</p> <p>L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur la récente révision des facteurs d'équivalence toxiques de l'OMS (version 2005 remplacée par une version 2022) à utiliser pour les PCB-DL.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 3 : mesures des dioxines et furannes (PCDD/PCDF), performances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2
Thèmes : Risques chroniques, dioxines
Prescription contrôlée : Depuis le 03 décembre 2023, la valeur limite (figurant à l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021) est de 0,08 ng I-TEQ/Nm ³ en moyenne sur une période d'échantillonnage de 2 à 4 semaines. Cet arrêté ministériel ne définit pas de valeur pour la période d'échantillonnage à court terme qu'il définit comme une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures. Mais la borne supérieure pour la teneur en PCDD/DF sur une telle période d'échantillonnage est de 0,06 ng I-TEQ/Nm ³ suivant la décision d'exécution UE 2019/2010 de la Commission du 12 novembre 2019, valeur non reprise à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 qui prend, à ce stade, la signification d'une valeur-guide.
Constats : Les valeurs dont il est rendu compte en 2023, ressortant de la surveillance en semi-continu et des mesures périodiques normalisées, sont d'ores et déjà compatibles avec ces limites de respectivement 0,08 et 0,06 ng I-TEQ/Nm ³ . Le premier résultat de mesure sur échantillonnage à long terme (14 décembre- 14 janvier) n'était pas encore disponible.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, articles 3.5 et 2.2.5
Thèmes : Risques chroniques, OTNOC
Prescription contrôlée : 3.5. Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) 3.5.1. Plan de gestion des OTNOC L'exploitant met en œuvre, dans le cadre du SME (annexe 2.I), un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an, et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles ... ;- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisées dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC. 2.2.5. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut

<p>réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.</p> <p>Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>1 h 39 de fonctionnement OTNOC sont comptabilisées, pour l'instant, en 2024.</p> <p>Une seule condition OTNOC est enregistrée, celle correspondant à l'injection de réactif SNCR en cas de dérive exceptionnelle de la teneur des fumées en oxydes d'azote. L'exploitant dispose de ce traitement SNCR par précaution, du fait de son engagement vis-à-vis de la collectivité de ne générer aucun dépassement.</p> <p>De ce fait, il utilise également pour la conduite du four des seuils d'alerte des valeurs mesurées en continu, pour arrêter l'injection de boues en amont d'un éventuel dépassement de VLE.</p> <p>Les émissions au démarrage et à l'arrêt sont prévues en 2025, lors de travaux qui le permettront. L'inspection n'a pas d'objections sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 5 : prévention de la dissémination des déchets de l'incinération

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 26</p>
<p>Thèmes : Risques chroniques, refib</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets de l'incinération sont convoyés et entreposés dans un bâtiment. Un poste de chargement est extérieur.</p> <p>La visite n'a pas montré d'amas de résidus d'épuration des fumées, à l'intérieur du bâtiment, plutôt un empoussièrement généralisé. Un aspirateur a été vu.</p> <p>Au sortir du bâtiment, une atmosphère empoussiérée a été observée. L'exploitant n'a pas été en mesure d'en expliquer la cause.</p> <p>Des éléments sont attendus à ce propos.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 6 : surveillance environnementale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30</p>
<p>Thèmes : Risques chroniques, surveillance environnementale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation. - L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des poules pondeuses sont présentes sur le site.</p> <p>Leurs œufs ne sont plus consommés.</p> <p>L'inspection et l'exploitant ont convenu, en présence de la représentante de la collectivité, qu'une campagne d'analyse de la teneur des œufs en dioxines et furannes, PCB ("i" et "DL") et iode sera menée en 2024.</p>

L'inspection propose que ces paramètres soient complétés des métaux dont la surveillance en routine, sur lichens, montre une présence jugée significative, en 2022, par le laboratoire qui réalise la surveillance.

Pour les dioxines et PCB, une attention particulière sera portée à ce que le rapport de mesure rende bien compte des teneurs des divers congénères.

Cette question des congénères est particulièrement importante car elle doit contribuer à discriminer les origines des polluants organiques, le site étant sous l'influence probable d'autres sources, y compris étrangères (zones industrielles du Port du Rhin et de Kehl au sud, incinérateurs, aciérie).

Type de suites proposées : Sans suites